



DELEGATION REGIONALE PARIS-NORMANDIE

PRESTATIONS DE SERVICES DE CONTROLE LEGAL ET DE CERTIFICATION DES COMPTES INDIVIDUELS ET CONSOLIDES DU CNRS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SERVICE QUI PASSE LE MARCHE :

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)

Délégation régionale Paris Normandie

Service financier et comptable

Secteur Achats

3, rue Michel-Ange

75794 PARIS Cedex 16.

FORME DU MARCHE :

Marché public ordinaire à prix global et forfaitaire. Le présent marché est alloti en application des dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-1 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE II – CONTEXTE DU MARCHE.....	3
2.1. Présentation générale du CNRS.....	3
ARTICLE III – CADRE DE LA MISSION.....	11
3.1 Étendue et contenu de la mission	11
3.2 Déroulement de la mission, organisation et méthodologie.....	12
3.3 Obligations du titulaire.....	12
3.4 Compétences et qualification.....	Erreur ! Signet non défini.
3.5 Rapport général	13
3.6 Relations entre les commissaires aux comptes	13
Documents joints au CCTP : Volumétrie des dépenses et recettes par délégations régionales.....	14

ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet la réalisation de prestations de service de contrôle légal et de certification légale des comptes individuels et consolidés pour le Centre National de la Recherche Scientifique (ci-après désigné « CNRS » ou « l'Etablissement »).

Il est précisé que le CNRS est un établissement public national à caractère scientifique et technologique, placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche en application du décret n°2023-1321 du 27 décembre 2023 portant partie réglementaire du code de la recherche.

Les établissements publics de l'État, qu'ils soient ou non soumis aux règles de la comptabilité publique, sont tenus de nommer au moins deux commissaires aux comptes et deux suppléants lorsqu'ils établissent des comptes consolidés (Article 13 de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques et article L. 233-16 du code de commerce).

Les comptes sociaux et consolidés du CNRS sont audités et certifiés depuis l'exercice 2008 par des commissaires aux comptes. Le présent marché doit permettre de renouveler celui arrivé à son terme avec la certification des comptes de l'exercice 2025 et qui débute avec l'exercice 2026.

Le marché consiste en la nomination de deux (2) commissaires aux comptes et de deux (2) suppléants et se décompose comme suit :

- **Lot 1** : Prestations de service de contrôle légal et de certification légale des comptes individuels et consolidés du CNRS par un (1) commissaire aux comptes ou son suppléant.
- **Lot 2** : Prestations de service de contrôle légal et de certification légale des comptes individuels et consolidés du CNRS par un (1) commissaire aux comptes ou son suppléant.

La similarité parfaite des deux lots tient au fait que le CNRS doit disposer de deux commissaires aux comptes différents (1 par lot) pour la certification de ses comptes.

De ce fait, chaque lot ne fait pas l'objet d'un marché séparé. Un commissaire aux comptes ne peut pas être titulaire des deux (2) lots bien que son offre vaut engagement pour les deux lots avant attribution.

La mission consiste dans l'exercice légal, pour une durée correspondant à six (6) exercices de l'ensemble des diligences qu'implique le mandat de commissariat aux comptes pour le CNRS.

La mission est confiée à deux (2) commissaires aux comptes. Les deux co-commissaires aux comptes constituent l'organe collégial de certification des comptes annuels consolidés du CNRS. L'exercice de cette responsabilité conjointe implique un partage des travaux de contrôle et une revue réciproque des audits réalisés, conformément aux dispositions des normes CNCC ou équivalentes.

ARTICLE II – CONTEXTE DU MARCHÉ

2.1. Présentation générale du CNRS

Le Centre national de la recherche scientifique, établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), est placé sous la tutelle du ministre chargé de la Recherche. Son organisation et son fonctionnement sont définis par les articles R322-1 à R322-33 du code de la recherche.

Le CNRS est administré par un conseil d'administration présidé par le président-directeur général du CNRS qui assure la direction générale de l'établissement. Le président est assisté de trois directeurs généraux délégués. Il est l'ordonnateur principal des dépenses et des recettes de l'établissement.

2.1.1. Les organes dirigeants

2.1.1.1 - Le conseil d'administration

Outre le président du CNRS, le conseil d'administration comprend :

- trois représentants de l'Etat, des ministères de la Recherche, de l'Enseignement Supérieur et du Budget
- un membre de la conférence des présidents d'université
- six membres élus par les personnels du CNRS
- douze personnalités qualifiées : quatre en raison de leur compétence scientifique et technologique, quatre en raison de leur compétence dans le domaine économique et social et quatre personnalités représentatives du monde du travail.

Le directeur général délégué aux ressources, le directeur général délégué à la science, le directeur général délégué à l'innovation, le président du conseil scientifique, le contrôleur budgétaire et le directeur des comptes et de l'information financière, agent comptable principal, assistent aux séances avec voix consultative.

Le conseil d'administration siège quatre fois dans l'année. Ses attributions sont fixées par les articles du code de la recherche cités supra. S'agissant de la gestion financière et comptable, il est compétent pour arrêter le budget, les décisions modificatives et le compte financier. Il décide en outre de l'affectation du résultat en « réserves » et/ou en « report à nouveau ».

Les délibérations relatives au compte financier sont adressées pour approbation aux ministres chargés de la recherche et du Budget. A défaut d'approbation expresse, les décisions sont exécutoires à l'expiration d'un délai de quinze jours partant de leur date de réception par les ministères.

2.1.1.2 - Les directions générales déléguées

La direction du CNRS comprend trois directions générales déléguées :

- la direction générale déléguée à la science (DGD-S), qui conduit auprès du président la politique scientifique de l'établissement. Elle a en charge la coordination de l'action des instituts du CNRS et veille à l'interdisciplinarité. Elle organise les partenariats avec les divers acteurs de la recherche, à l'échelle régionale, nationale, européenne ou internationale.
- La direction générale déléguée aux ressources (DGD-R), qui conduit auprès du président la politique administrative et financière de l'établissement. Elle a en charge le développement des ressources humaines et des activités de soutien à la recherche. Le DGD-R est chargé de la préparation du budget.
- la direction générale déléguée à l'innovation (DGD-I), qui conduit auprès du président la politique de valorisation de l'établissement.

2.1.2. L'activité du CNRS

Le CNRS est le premier organisme de recherche en Europe avec un budget de 4,1 Md€ dont 70% provient de la subvention pour charge de service public et 30 % des ressources propres.

2.1.2.1 - Les missions du CNRS

Le CNRS développe, de façon privilégiée, des collaborations entre spécialistes de différentes disciplines, et tout particulièrement avec l'université, ouvrant ainsi de nouveaux champs d'investigations qui permettent de répondre aux besoins de l'économie et de la société.

Ses missions (cf article R322-2 du code la recherche) sont :

- d'identifier, d'effectuer ou de faire effectuer toutes recherches présentant un intérêt pour l'avancement de la science ainsi que pour le progrès économique, social et culturel du pays ;
- de contribuer à l'application et à la valorisation des résultats de ces recherches ;
- de développer l'information scientifique et l'accès aux travaux et données de recherche, en favorisant l'usage de la langue française ;
- d'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche ;
- de participer à l'analyse de la conjoncture scientifique nationale et internationale et de ses perspectives d'évolution en vue de l'élaboration de la politique nationale dans ce domaine.
- de réaliser des évaluations et des expertises sur des questions de nature scientifique

2.1.2.2 - L'organisation

Le schéma de l'organisation est consultable sur le site Internet du CNRS à l'adresse suivante : <https://www.cnrs.fr/fr/le-cnrs/organisation>

a) Au niveau du siège

- **La DGD-S**, pour remplir ses missions, s'appuie sur dix instituts et les unités de recherche qui leur sont rattachées, sur des directions chargées de mettre en œuvre le dispositif de coopération avec les institutions publiques ou privées, françaises ou étrangères ; une structure transverse coordonne et anime les actions en faveur de l'interdisciplinarité.

Dix instituts auxquels sont rattachées les unités de recherche exercent dans les domaines suivants :

- CNRS Biologie ;
- CNRS Chimie ;
- CNRS Écologie & environnement ;
- CNRS Sciences humaines & sociales
- CNRS Sciences informatiques ;
- CNRS Ingénierie ;
- CNRS Mathématiques ;
- CNRS Physique ;
- CNRS Nucléaire & particules ;
- CNRS Terre & Univers

Trois directions sont chargées de mettre en œuvre le dispositif de coopération scientifique :

- La direction d'appui aux partenariats publics (DAPP) ;
- La direction Europe et international (DEI) ;
- La direction des données ouvertes de la recherche (DDOR) ;

- **La DGD-R**, pour remplir ses missions, s'appuie sur six directions et une mission transverse de pilotage :

- La direction des comptes et de l'information financière (DCIF) ;
- La direction de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion (DSFIM) ;
- La direction des ressources humaines (DRH) ;
- La direction des affaires juridiques (DAJ) ;
- La direction des systèmes d'information (DSI) ;
- La mission transverse d'appui au pilotage (MTAP)

- **La DGD-I**, pour remplir ses missions, s'appuie sur une direction : la direction des relations avec les entreprises (DRE).

Enfin, la direction de l'audit interne (DAI), placée sous l'autorité du président, soumet chaque année à l'approbation du directeur général délégué aux ressources et du Comité d'audit un plan d'audit interne et un programme annuel d'audit interne et les informe périodiquement de l'avancement des travaux et des conclusions issues des audits.

b) Au plan local

Dix-sept délégations régionales assurent la représentation et la gestion déconcentrée du CNRS ; elles regroupent les services déconcentrés de valorisation (SPV, services partenariat-valorisation), de gestion financière (SFC, services financiers et comptables), de gestion des ressources humaines (SRH, services des ressources humaines) et les services informatiques et logistiques.

Près de 1150 unités soutenues par le CNRS qui exercent sous forme d'unités propres de recherche ou d'unités mixtes sont localisées soit au sein des délégations régionales soit au sein des universités et réparties pour l'essentiel sur tout le territoire national. Près de 96 % de ces unités sont gérées en partenariat avec des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et d'autres organismes nationaux ou internationaux.

Des unités de recherche CNRS sont également implantées à l'étranger. Ces unités sont implantées en France (hors métropole) ou dans un pays étranger et accueillent du personnel du CNRS et du pays partenaire. Une seule délégation régionale assure la gestion de ces entités.

2.1.3. Les ressources humaines

2.1.3.1 - Le statut des personnels

Les métiers de la recherche sont exercés, au sein des établissements publics scientifiques et technologique, par des fonctionnaires régis par les dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps des fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques) et regroupés dans des corps de chercheurs, des corps d'ingénieurs et de personnels techniques et des corps d'administration de la recherche.

S'agissant des agents contractuels, le recrutement s'effectue dans le respect des dispositions applicables aux agents non titulaires de l'Etat (loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux agents non titulaires de l'Etat).

2.1.3.2 - Les effectifs

Environ 35 000 personnes ont été rémunérées ou indemnisées par le CNRS au cours de l'exercice 2024. L'établissement recense près de 23 800 personnels permanents payés au 31 décembre 2024. Ces personnels se répartissent selon la composition suivante : 12 000 chercheurs et 12 800 ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA).

Au 31 décembre 2024, les personnels non permanents sont environ de 12 400, comprenant essentiellement des :

- Doctorants : 3 720
- Emplois en CDD (ITA & chercheurs) : 6 909
- Stagiaires : 1 740

2.1.4. L'organisation financière et comptable du CNRS

2.1.4.1 - La tenue de la comptabilité

a) Le cadre réglementaire

Le CNRS, en tant qu'établissement public scientifique et technologique (EPST), est assujéti à compter du 1er janvier 2006 au régime budgétaire, financier et comptable défini par le [décret n°2002-252](#) du 22 février 2002 modifié applicable à tous les EPST et complété, s'agissant du CNRS, par les arrêtés du 5 décembre 2006 et 3 février 2011.

Les principales références en matière de réglementation financière et comptable applicable au CNRS sont :

- le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. A ce titre, l'établissement est doté d'un comptable public, dénommé Agent comptable principal ;
- le recueil des normes comptables pour les établissements publics nationaux ;
- l'instruction comptable commune applicable établissements publics nationaux BOFIP-GCP-240027 du 03/12/2024 ;
- L'instruction juridique commune applicable aux établissements publics nationaux BOFIP-GCP-24-0021 du 26/09/2024

Ces 3 derniers documents sont mis à jour chaque année.

La comptabilité générale de l'établissement est tenue conformément aux dispositions des instructions précitées. Elle fait notamment apparaître un bilan, un compte de résultat et une annexe qui complète les données figurant dans le bilan et le compte de résultat et fournit des informations utiles à la compréhension et à l'interprétation des données des principaux documents de synthèse.

Le directeur des comptes et de l'information financière, agent comptable principal, prépare le compte financier qui doit être arrêté, par le conseil d'administration dans les 75 jours qui suivent la clôture de l'exercice, conformément à l'article 212 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012. Après approbation par le conseil d'administration, le compte financier et ses annexes sont adressés au Ministère des finances et à la Cour des Comptes par voie dématérialisée.

b) La fiscalité

Le CNRS est soumis à la taxe sur les salaires et assujéti à la TVA avec la qualité de redevable partiel.

Il est précisé que le CNRS, en tant qu'établissement public de recherche, est exonéré, en vertu du 9° de l'article 207 du code général des impôts, de l'impôt sur les sociétés au titre des revenus tirés des activités conduites dans le cadre des missions du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche définies aux articles L. 123-3 du code de l'éducation et L. 112-1 du code de la recherche.

c) L'organisation de la filière financière et comptable

• Une tenue de la comptabilité déconcentrée

Les services financiers et comptables implantés au sein des délégations régionales sont au service de près de 1140 unités. Ils effectuent l'ensemble des opérations liées à l'exécution du budget du CNRS en région.

Dans ce cadre, ils assurent :

- Le règlement des dépenses du siège de la délégation et de celles des laboratoires qui leur sont rattachés ;
- Le recouvrement des recettes (prestations, contrats de recherche, etc.) ;
- Le suivi et la gestion des crédits attribués aux laboratoires ;
- La tenue de la comptabilité de la délégation.

• Le rôle de la Direction des comptes et de l'information financière

La Direction des comptes et de l'information financière (DCIF) a été créée par décision du Président du CNRS du 8 juillet 2010 portant organisation de la direction du CNRS. La décision du Président a fixé son organisation le 1er octobre 2010. L'agent comptable principal du CNRS assure la direction de la DCIF.

Elle a pour mission de garantir la régularité des opérations de recettes et de dépenses ainsi que la fidélité et la cohérence des informations financières et comptables du CNRS. Elle s'assure notamment de la sincérité des enregistrements comptables et du respect des procédures mises en place par l'établissement.

La DCIF anime et coordonne le réseau des agents comptables secondaires, chefs des services financiers et comptables des délégations régionales.

Elle centralise l'ensemble des écritures enregistrées par les comptables secondaires pour établir le compte

financier de l'établissement qui est transmis à la Cour des Comptes après approbation par le conseil d'administration

La DCIF est organisée comme suit :

- Le département du suivi financier et de la qualité de l'information : il a en charge l'ensemble des processus liés à l'exécution du budget et produit les données et états de synthèse réguliers, sincères et fidèles. Il comprend :
 - Deux services à compétence transverse :
 - le Service de la maîtrise des risques (SMR);
 - le pôle « Animation et formation » (PAF))
 - Et cinq services fonctionnels :
 - Le Service de la comptabilité générale (SCG) ;
 - Le Service de la Recette et du Recouvrement (S2R) ;
 - le service de la comptabilité budgétaire (SCB)
 - le Service Central de la Paye (SCP) ;
 - le Service Central de la Dépense (SCD), chargé du traitement par voie dématérialisée des factures fournisseurs du CNRS.
- Le département du traitement des données et des systèmes d'information : il a en charge la maîtrise d'ouvrage (MOA) des systèmes d'informations financiers et l'administration des données de façon à garantir la qualité de la saisie des événements de gestion, le traitement des données et de la restitution de l'information dans les formes et les délais attendus.

La DCIF comprend également :

- le pôle « Audit certification » : il s'assure que l'ensemble des processus concourant à la production de l'information financière et comptable est assorti des contrôles adéquats et pertinents et est correctement appliqué et mis en œuvre tant au niveau central que local. Il fait toute proposition concourant à l'amélioration de l'information financière et à sa mise à disposition. De plus, il veille au respect des directives données par la direction générale et la DCIF en matière d'exécution et de justification des contrats européens.
- **Les personnels affectés à la gestion financière et comptable**

Les effectifs de la filière financière et comptable sont les suivants en 2024 :

- La Direction des comptes et de l'information financière : 94,5 ETPT ;
- Les services financiers et comptables en délégations régionales : 453 ETPT avec des effectifs variant entre 8 et 45 agents.

Le niveau de qualification des agents des services financiers et comptables (SFC) est le suivant : les personnels de catégorie A représentent 63% des effectifs et ceux de la catégorie B 16%. La part des CDD est de 21%.

d) La volumétrie de l'activité des services financiers et comptables

Les principales données sont détaillées par délégation régionale (document joint n°1 et document joint n°2 au présent CCTP). S'agissant des achats, 85 000 fournisseurs sont recensés par l'établissement et répertoriés dans un référentiel national.

2.1.4.2 - Les systèmes d'information du CNRS

La gestion financière et comptable de l'établissement repose sur deux composantes principales, reliées entre elles :

- **L'application BFC** (base SAP) pour les besoins des acteurs centraux et en délégation (services financiers et comptables des délégations régionales et autres services des délégations régionales, direction des comptes et de l'information financière, direction de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion).
- **L'application Geslab** dédiée à la gestion interne des structures opérationnelles de recherche et de service (aussi appelées laboratoires ou unités de recherche ou de service). L'application est spécifique

au CNRS et également interfacée avec le système d'information des universités.

L'application est dédiée aux services gestionnaires ordonnateurs.

Les deux applications communiquent via l'EAI du CNRS.

Le CNRS utilise l'outil Webcontrat qui permet aux laboratoires le suivi des contrats de recherche tout au long de leur réalisation. Il articule les volets contractuels, financiers et ressources humaines des projets. Il est interfacé avec le système d'information financier du CNRS

Le SI RH, Sirhus (environnement SAP), est également interfacé avec BFC dans le traitement de la paie des agents du CNRS effectué par les 17 services de ressources humaines en délégations régionales. Les charges de personnel s'élèvent à 3 Mds € pour 2024 et elles sont centralisées chez l'agent comptable principal.

2.1.4.3 - Le compte financier 2024

Le rapport financier 2024, présent en annexe 1 au CCTP, est consultable sur la page consacrée à la direction des comptes et de l'information financière.

a) La certification des comptes

L'exercice clos au 31 décembre 2008 a été le premier compte certifié par les commissaires aux comptes, toutefois assorti de huit réserves progressivement levées. Depuis l'exercice clos au 31 décembre 2013, les comptes suivants ont tous été certifiés sans aucune réserve.

b) La clôture des comptes

L'article 212 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, stipule que le compte financier est soumis par l'ordonnateur à l'organe délibérant qui l'arrête, après avoir entendu l'agent comptable, au plus tard soixante-quinze jours après la clôture de l'exercice. Il est accompagné d'un rapport de gestion établi par l'ordonnateur pour l'exercice écoulé.

Les comptes doivent être arrêtés fin janvier N+1 pour approbation par le pré-conseil d'administration.

Les états financiers sont impérativement transmis au ministère de finances au plus tard le 31/01/N+1.

L'agent comptable et l'ordonnateur du CNRS présentent le compte financier au 1^{er} conseil d'administration de l'année suivante, qui intervient au plus tard le 15 mars de cette dernière année.

Pour l'exercice 2024, les comptes ont été approuvés par le conseil d'administration du 14 mars 2025. Le respect de ce délai a imposé à l'agent comptable de pouvoir présenter des comptes au pré-conseil d'administration qui a eu lieu le 21 février 2025, les documents étant à fournir aux administrateurs une dizaine de jours avant.

Les contraintes calendaires pour l'exercice de certification sont donc les suivantes, dans le cadre actuel de la réglementation et sous réserve de son évolution à l'avenir à laquelle les titulaires devront le cas échéant se soumettre sans modification du prix, sauf à ce que ce soit constitutif d'un bouleversement des conditions d'exécution :

- Fin des écritures d'inventaire le 25/01/N+1;
- Transmission des états financiers au Ministère de finances : 31/01/N+1 ;
- Transmission des comptes sociaux et consolidés aux administrateurs pour le pre CA : 10/02/N+1
- Vote des comptes sociaux et des comptes consolidés par le CA : 15/03 N+1 au plus tard.

2.1.4.4 - Le contrôle interne au CNRS

a) La démarche de maîtrise des risques financiers et comptables au CNRS

La qualité comptable des opérateurs publics est un enjeu fort pour le CNRS qui a développé depuis 2011 une

démarche structurée et pragmatique, prenant comme axes d'analyses une approche par les processus métiers et respectant l'autonomie fonctionnelle de chacun des acteurs internes de l'ordonnateur et du comptable public.

La démarche de maîtrise des risques financiers du CNRS est conforme au cadre réglementaire applicable aux établissements publics (notamment l'article 215 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) et son décret d'application du 17/12/2015), et aux circulaires annuelles du directeur général des finances publiques et du directeur du budget relatives au cadre budgétaire et comptable des opérateurs de l'Etat et des établissements publics nationaux.

1. LE DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE FINANCIER DU CNRS

Le contrôle interne financier repose sur un triptyque : le contrôle interne comptable, le processus de révision des comptes et le contrôle interne budgétaire. Ces contrôles sont définis en fonction de la cartographie des risques et des plans d'actions associés.

1.1 Le contrôle interne comptable (CIC)

Le réseau financier et comptable, sous pilotage de la DCIF, met en œuvre des contrôles sur les processus suivants : dépenses, missions, carte achat, paye, recettes et recouvrement, comptabilité. Les contrôles mis en œuvre sur les processus comptables sont des contrôles a priori ou a posteriori, exhaustif ou par échantillon qui sont tracés.

Le service de la Maîtrise des Risques /DCIF supervise l'élaboration, l'analyse et l'animation du dispositif, de CIC. Un guide des bonnes pratiques du contrôle interne a été diffusé dans les unités de recherche et un contrôle interne sur les habilitations « certificateur » dans Geslab est mis en œuvre.

1.2 Les processus de révision comptable et de clôture

Les révisions ont lieu à la clôture de fin d'exercice et lors des arrêts comptables infra-annuels en mai et en octobre. Elles comprennent les travaux d'inventaire ainsi que les travaux de révision des comptes.

1.3 Le contrôle interne budgétaire (CIB)

Le déploiement d'un dispositif de Contrôle Interne Budgétaire (CIB) est une obligation réglementaire posée par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) et précisée par l'arrêté du 17 décembre 2015 portant cadre de référence du contrôle interne budgétaire et du contrôle interne comptable applicable aux organismes.

Le CIB s'inscrit en complément du contrôle interne comptable en étant orienté sur la qualité de la comptabilité budgétaire, la soutenabilité du budget et la programmation des crédits. Il s'appuie en partie sur l'analyse des risques financiers déjà effectuée par l'établissement pour la mise en œuvre du contrôle interne comptable et sur les dispositifs en vigueur pour la préparation et le suivi du budget.

2. LES AUDITS DE CONFORMITE FINANCIERE ET COMPTABLE AU CNRS

L'objectif des audits de conformité financière et comptable est de donner à l'agent comptable principal, directeur des comptes et de l'information financière, l'assurance que l'ensemble des dispositifs de contrôle interne comptable et financier sont correctement appliqués et qu'ils permettent réellement de maîtriser les risques identifiés.

Pour ce faire, deux grandes catégories d'audits sont réalisées dans le réseau comptable du CNRS :

- **Les audits généraux** sur l'ensemble des données financières et comptables conduits auprès des agences comptables en délégations et auprès des unités (de recherche ou de gestion) : ils visent à s'assurer de la qualité de l'ensemble des données financières et comptables produites par l'établissement. Ces audits sont effectués selon une périodicité quadriennale (2021-2024) conformément à une méthodologie et un plan d'audit établis par la DCIF.

Ils sont diligentés par des représentants de l'agent comptable principal (le pôle Audit de la conformité financière et comptable directement rattaché à l'agent comptable principal) lorsqu'ils visent des agences comptables et par les auditeurs régionaux lorsqu'il s'agit d'unités de gestion ou de recherche.

- **Les audits spécifiques**, thématiques ou ciblés, en fonction des risques identifiés et des plans d'actions

approuvés.

2.1.4.5 - Les contrôles externes de la comptabilité

Les comptes annuels font l'objet de contrôles périodiques soit par la Cour des Comptes soit par les services de contrôle de la Direction générale des finances publiques. Le dernier contrôle des comptes du CNRS a été réalisé en 2024 par la Cour des Comptes et portait sur les exercices 2013 à 2023.

Les contrats signés entre le CNRS et la commission européenne peuvent faire l'objet d'audits par la Cour des Comptes européenne et par l'Office européen de lutte contre la fraude. Ces audits visent à contrôler l'utilisation des concours financiers de la Commission européenne attribués dans le cadre des contrats. Ils comprennent notamment un examen des systèmes comptables et des pièces justificatives destiné à vérifier la conformité avec les clauses contractuelles et nos pratiques comptables habituelles.

ARTICLE III – CADRE DE LA MISSION

Ce mandat est relatif aux diligences requises dans le cadre de l'exercice de la mission légale de commissariat aux comptes que recouvre la certification des comptes sociaux du CNRS et des comptes.

Les commissaires aux comptes certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Etablissement à la fin de cet exercice.

Conformément à l'article L.821-44 du Code de Commerce, la durée du mandat est de six exercices. Le mandat du présent marché couvrira en conséquence les exercices 2026 à 2031 inclus.

3.1 Étendue et contenu de la mission

Les commissaires aux comptes retenus doivent effectuer les prestations de contrôle légal et de certification légale des comptes individuels et consolidés pour le Centre National de la Recherche Scientifique.

A ce jour¹, le groupe consolidé est composé d'une liste arrêtée de neuf (9) entités privées (sociétés anonymes, sociétés civiles, groupement d'intérêt économique (GIE) ou société de droit étranger) qui se répartissent de la manière suivante :

- Entités vis-à-vis desquelles le CNRS exerce un contrôle exclusif :
 - CNRS Edition
 - CNRS Innovation
 - CREATE
- Entités vis-à-vis desquelles le CNRS exerce un contrôle conjoint :
 - Synchrotron SOLEIL
 - GANIL
 - EGO
 - IRAM
 - CFHT
 - CERBM

Les modalités d'organisation et d'exécution du présent marché sont celles définies dans les textes législatifs et réglementaires applicables à la profession de commissariat aux comptes. Ces textes précisent les normes professionnelles applicables en France et actuellement en vigueur. Les titulaires seront tenus d'exercer leur mission conformément aux textes précités.

¹ Ce périmètre est susceptible d'évoluer.

Le titulaire devra en outre assister aux réunions ci-dessous :

- Conseil d'administration habituellement prévu en mars N+1 ;
- Comité d'audit habituellement prévu début mars N+1 ;
- Réunions de synthèses intermédiaires et finales avec les différents interlocuteurs dont la direction du CNRS.

3.2 Déroulement de la mission, organisation et méthodologie

La mission s'organise en plusieurs phases :

- **Prise de connaissance** : Le titulaire devra assister à une réunion de lancement en juin N ainsi qu'à des réunions intermédiaires de suivi et à une réunion de clôture avec le DCIF et avec la direction du CNRS. Le titulaire devra être réactif en cas de demandes spécifiques ou d'événements exceptionnels.
- **Définition de la stratégie d'audit** : le titulaire devra fournir un calendrier d'intervention en délégation ainsi qu'en direction en juin N, en parfaite cohérence avec le calendrier réglementaire évoqué supra.
- **Audit intermédiaire** : L'intervention au siège (dont le service central de la dépense à Nancy et le service central de la paye à Meudon) et dans 2 délégations régionales sera à programmer sur octobre/novembre, cela comprends également l'évaluation du contrôle interne.
- **Audit final** des comptes sociaux et consolidés: Une intervention au siège est à programmer au Siège :
 - en janvier N+1 pour les comptes sociaux ;
 - début février N+1 pour les comptes consolidés.
- **Restitutions** : Les principaux livrables produits sont :
 - Planning général de la mission et plan d'audit ;
 - Liste des documents demandés pour les phases d'audit intermédiaire et finale, par exemple :
 - Rapport général de certification des comptes (sociaux/consolidés) ;
 - Annexes au rapport général.
 - Possible synthèse des anomalies détectées ;
 - Demande spécifiques émanant sur CNRS.
 - Restitutions détaillées de la phase intermédiaire et de la phase finale ;
 - Les rapports sur les comptes sociaux et consolidés le jour du conseil d'administration.

Précision : les livrables attendus (rapports, synthèses, listes de documents, etc.) seront remis en format numérique, au minimum en PDF lisible et horodaté. Toute transmission complémentaire sous format bureautique (Excel, Word) pourra être requise pour permettre la réutilisation technique ou l'exploitation comptable.

Le calendrier pourra être ajusté d'un commun accord entre les parties et en fonction des évolutions réglementaires.

3.3 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Garantir son indépendance au regard de l'établissement et s'abstenir de toute situation de conflit d'intérêts ;
- Maintenir une équipe de personnels stable affectée à l'exécution du marché et assurer le remplacement rapide d'une personne de l'équipe par un remplaçant disposant d'un profil et des compétences similaires, avec l'accord express du CNRS ;
- Respecter les règles de confidentialité des informations recueillies dans le cadre de la mission ;
- Intervenir dans le respect du calendrier comptable fixé par l'établissement et dans le respect du calendrier validé en phase de planification;
- Assurer une présence et une participation active lors des réunions (notamment lors des réunions suivantes : lancement, points d'étape, restitution finale) ;

- Alerter l'ordonnateur et l'agent comptable en cas d'anomalie majeure détectée.

3.4 Rapport général

Les rapports établis par les commissaires aux comptes en application de textes légaux et réglementaires sont signés par chaque commissaire aux comptes.

Ils précisent, pour chaque commissaire aux comptes, les informations prévues à l'article R.821-180 du Code de Commerce.

Les commissaires aux comptes relatent dans leur rapport au Conseil d'administration du CNRS l'accomplissement de leurs missions.

Ils expriment par leur certification, qu'ayant effectué leur mission, ils ont acquis l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Le rapport général comporte à minima:

- Une première partie dans laquelle ils expriment leur opinion sur les comptes annuels. S'ils refusent de certifier ou s'ils certifient avec réserve, ils motivent leur position et en chiffrent si possible l'incidence. D'une manière plus générale, ils présentent toutes observations utiles à la bonne compréhension des comptes.
- Une seconde partie, dans laquelle les commissaires aux comptes présentent les observations qu'appellent les vérifications qu'ils sont tenus d'effectuer.
- Une troisième partie, dans laquelle ils justifient leurs appréciations : en application de L821-53 du code du commerce, les commissaires aux comptes certifient, en justifiant de leurs appréciations, que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la personne ou de l'entité à la fin de cet exercice. Il s'agit d'une explication sur l'opinion émise.

Ils signalent au Conseil d'administration les irrégularités et inexactitudes dont ils ont eu connaissance au cours de leur mission. Dans l'hypothèse où les co-commissaires auraient des opinions divergentes, ils en feront mention dans le rapport.

3.5 Relations entre les commissaires aux comptes

La mission, étant confiée à plusieurs commissaires aux comptes, s'exerce dans le respect des dispositions régissant la profession de commissaires aux comptes, de celles du code de commerce et du code de déontologie de la profession.

Les titulaires du présent marché sont tenus d'organiser leur mission de manière concertée et coordonnée, tout au long de l'exécution du marché. Cette coordination couvre notamment la répartition des tâches entre les deux titulaires, l'unicité et la cohérence des restitutions intermédiaires et finales (notamment rapports conjoints), la gestion des délais et plannings en cohérence avec les échéances de clôture et de validation des comptes. Les travaux liés à cette coordination sont intégralement inclus dans le prix global et forfaitaire proposé par chacun des titulaires. Aucune rémunération complémentaire ou dépense spécifique ne pourra être facturée à ce titre.

Documents joints au CCTP : Volumétrie des dépenses et recettes par délégations régionales**Volumétrie des dépenses en 2024**

<u>Actes de gestion des SFC en 2024</u>					
DR	effectif 2024	Nombre de factures	Nombre de missions	Nombre d'OTP créés	Nombre d'unités
01	20,85	50 120	5 370	223	108
02	31,32	75 228	8 629	401	148
04	48,60	96 136	12 258	347	116
05	18,63	30 247	3 937	104	83
06	17,98	41 538	5 566	226	63
07	30,17	84 459	10 050	343	103
08	17,40	42 789	5 760	175	52
10	19,80	55 295	5 629	258	46
11	28,90	67 671	10 019	175	78
12	34,26	70 185	9 224	236	93
13	38,32	83 560	8 538	389	66
14	47,30	82 637	9 869	381	69
15	19,32	57 985	6 079	259	66
16	38,50	69 962	10 665	143	171
17	18,17	59 825	8 447	206	71
18	17,00	37 640	4 521	161	56
20	13,63	35 192	3 979	190	30
Total	460,15	1 040 469	128 540	4 217	1 419
Moyenne	27,07	61 204,06	7 561,18	248,06	83,47

Volumétrie des contrats de recherche en cours au 31/12/2024

Typologie	NB contrats
National	8 451
DIV Autres opérations	3 959
Autres Contrats de collaboration de recherche	1 444
Européen	1 367
Total	15 221